

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Peu de progrès lors des derniers pourparlers du PTP**

Les principaux négociateurs et spécialistes de la question des négociations du Partenariat transpacifique (PTP) se sont rencontrés à Ottawa du 3 au 12 juillet « avec pour objectif de progresser vers la mise en œuvre des règles restantes », a déclaré le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) le 12 juillet.

La « mini-série » de dix jours comme l'ont qualifiée certains observateurs, a débouché sur peu de progrès véritables, car plusieurs des questions en suspens restantes ne figuraient même pas à l'ordre du jour. Par contre, lors de cet événement discret, des groupes de travail tels celui sur la propriété intellectuelle (du 7 au 10 juillet), l'investissement (du 6 au 8 juillet), les entreprises d'État (EE) (du 9 au 12 juillet) et les règles d'origine (RO) (du 3 au 7 juillet) ont tenu des séances de travail dans l'intention de faire avancer le règlement d'autant de questions fondées sur le texte que possible.

En outre, bien qu'aucune réunion officielle n'ait été consacrée au chapitre sur l'accès aux marchés, les pays du PTP ont tenu, tout au long de la semaine du 7 juillet, des réunions bilatérales au sujet de l'accès aux marchés. L'événement a culminé dans une réunion des négociateurs principaux, qui se sont rencontrés du 4 au 12 juillet pour « discuter de main-d'œuvre, des EE, des services, de l'investissement et de tous les domaines liés à l'accès aux marchés, entre autres sujets », a déclaré le MAECD.

Il continue de régner un certain flou au sujet d'es prochaines étapes des pourparlers du PTP, car le groupe s'est abstenu de communiquer des dates et des endroits quelconques pour sa prochaine réunion. « Pour l'instant, les dates et l'endroit des prochaines réunions des représentants n'ont pas été confirmées », peut-on lire dans une déclaration diffusée par le MAECD, qui précise par ailleurs qu'on n'a pas programmé de conférence ministérielle pour l'instant.

Les représentants du Japon qui assistaient à la réunion d'Ottawa ont déclaré que le groupe est convenu de continuer d'accélérer les négociations, afin qu'elles puissent être conclues dans un avenir prochain, sans donner d'autre indication quant aux prochaines étapes. Cependant, des sources proches des négociations affirment que le groupe tiendra probablement une autre réunion des négociateurs principaux à la fin d'août et/ou au début septembre, qui pourrait être suivie d'une conférence ministérielle en octobre. D'autres possibilités pour des conférences ministérielles comprennent des réunions en marge du sommet de l'Asie de l'Est qui aura lieu cet automne au Myanmar et du sommet des dirigeants du G-20 qui se tiendra les 15 et 16 novembre en Australie.

Les observateurs commerciaux en sont venus à s'attendre qu'une conférence ministérielle se déroule sous peu pour s'attaquer aux questions politiques qui restent, étant donné que le président Obama espère avoir en main des éléments concrets d'ici son voyage en Asie en novembre.

### **Les négociations bilatérales entre les États-Unis et le Japon se poursuivent à Washington**

On peut attribuer les faibles attentes à l'égard de la réunion des négociateurs principaux à Ottawa au fait que les négociations bilatérales États-Unis-Japon n'ont pas assez progressé. Des sources ont également évoqué la réticence des États-Unis à faire des concessions avant les élections de mi-mandat en novembre comme facteur supplémentaire qui a contribué à ralentir les pourparlers.

Ceci étant dit, les deux plus importantes économies du PTP reprennent leurs pourparlers bilatéraux à Washington les 14 et 15 juillet, dans la foulée de la réunion d'Ottawa. La représentante adjointe au Commerce des États-Unis, M<sup>me</sup> Wendy Cutler, et l'ambassadeur du Japon auprès des États-Unis, M. Hiroshi Oe, ont discuté des cinq catégories de produits agricoles du Japon (produit laitier, riz, sucre et amidon, blé et orge, bœuf et porc). Jusqu'à présent, des sources qui connaissent bien les négociations bilatérales ont affirmé que l'on s'est essentiellement penché sur les tarifs des produits laitiers, du bœuf et du porc, sans insister nettement sur le reste. Le sucre, par exemple, est un article sensible pour les Américains, et il est peu probable qu'il sera touché par les pourparlers, ont déclaré des sources proches des négociations.

Le bureau de l'USTR a décrit les deux journées de réunion comme « constructives », ajoutant que les deux parties projettent de se réunir de nouveau les 4 et 5 août à Washington pour continuer « [traduction] de réaliser quelques progrès en réduisant les écarts pour le traitement d'un ensemble de produits agricoles ».

## Les groupes de négociation de l'OMC se rencontrent et attendent le règlement de la facilitation des échanges

Après la rencontre du groupe des négociations sur l'agriculture il y a quelques jours, ce fut le tour de l'ambassadeur de la Suisse, M. Remigi Winzap, président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés (AMNA), de tenir une réunion informelle de son groupe de négociations le 9 juillet pour faire rapport du point où sont rendus les membres à l'égard des négociations sur l'AMNA.

À l'instar de ceux du groupe des négociations sur l'agriculture, les membres continuent d'avoir des avis divergents au sujet de ce qui devrait être le fondement pour reprendre les négociations, aux dires d'un des fonctionnaires qui a assisté à la réunion. D'aucuns, principalement les pays en développement, s'accrochent au point de vue que le texte sur le projet de modalités de 2008 devrait demeurer la base sur laquelle les futures négociations devront être fondées, tandis que d'autres, principalement les pays développés, continuent de rejeter cette hypothèse.

M. Winzap a déclaré qu'il pense que les divergences au sujet de ce qui devrait constituer les assises des négociations ne seraient pas réduites à ce moment, et il a donc exhorté les délégués à se creuser les méninges pour trouver une solution convenable pour aller de l'avant. Une partie du problème réside dans le fait que la plupart des pays développés continuent de réclamer que les pays émergents adoptent une démarche qui correspond à leur nouvelle situation économique en contribuant davantage aux négociations, tandis que des pays comme la Chine, qui n'ont accédé à l'OMC qu'en 2001, clament qu'elle en a déjà fait assez pour ce qui est de libéraliser son économie, compte tenu des engagements qu'elle a pris pour se joindre à l'organisation.

### Le problème de la FE

Les délégués ont également soulevé le problème qui touche la discussion sur la facilitation des échanges (FE), car certains pays font valoir que l'acceptation du protocole, qui incorporerait officiellement la FE à l'accord de Marrakesh, et par conséquent l'intégrerait effectivement dans le cadre juridique existant de l'OMC, doit être liée à l'engagement unique du programme de Doha pour le développement.

Le Comité préparatoire de la facilitation des échanges s'est réuni le 10 juillet pour en discuter, bien que l'on ait signalé que certains membres n'étaient pas encore en mesure d'adopter le protocole de modification. Le président du comité sur la FE, l'ambassadeur des Philippines auprès de l'OMC, M. Esteban Conejos, a souligné après la réunion que le consensus au sujet du protocole « semble encore nous échapper aujourd'hui ». La conversation, a-t-il ajouté « [traduction] devra se dérouler une autre fois, et éventuellement à un autre niveau ». On pense que la question sera soulevée à la conférence ministérielle du G-20 qui se déroulera à Sydney le 19 juillet.

L'enjeu n'est pas pris à la légère, car il pourrait faire peser une grave menace sur l'ensemble des négociations à l'OMC, a affirmé l'Australie lors de la réunion sur l'AMNA.

Entre-temps, le Comité de l'agriculture de l'OMC a également tenu une réunion le 14 juillet pour discuter du paquet de Bali et de sa pertinence pour la question de la sécurité alimentaire. Les États-Unis y ont diffusé un document qui propose des façons d'examiner la sécurité alimentaire comme un tout, de surveiller la situation, d'évaluer les politiques des membres, y compris la décision prise à Bali, et de s'en inspirer pour élaborer des pratiques exemplaires, des recommandations et une solution permanente pour la décision de Bali elle-même.

D'après ce que l'on dit, le groupe du G-33, qui est visé par la proposition des États-Unis, prépare un contre-document qui doit être diffusé au cours des prochaines semaines. On prévoit que cette question sera examinée cet automne.

### Prochains événements

- Négociations parallèles États-Unis-Japon, 4-5 août, Washington
- Réunion des négociateurs principaux du PTP, à déterminer
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Négociations informelles sur l'agriculture, 23 juillet
- Conseil général de l'OMC, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Forum public de l'OMC, 1<sup>er</sup>-3 octobre
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13-14 novembre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

# Genève en bref

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, Les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada

On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

